



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 18 DÉCEMBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Ressources Humaines

L'an deux mille quatorze le dix huit décembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:
Transformation de postes d'agents contractuels

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICCOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain, MAGAUD Fabrice

REPRÉSENTÉ(S) :

Bernard CHILINI pouvoir à Raymond GRAS, Franck AMBROSINO pouvoir à Valéria VECCHIO, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Daniel MARIA, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENT(S) :

CERET Stéphan

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 22 DEC. 2014

Transmis le 22 DEC. 2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Dans ses divers domaines de compétences et pour mener à bien les études et projets, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a, par délibération n° C 2011-100 en date du 22 septembre 2011, procédé à des recrutements d'agents contractuels, conformément aux dispositions de l'article 3-3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Aujourd'hui, si ces projets ont été menés à bien grâce à la compétence et l'expérience de ces chargés de mission, d'autres s'inscrivent au cœur de notre action au travers du Projet d'Agglomération de cette nouvelle mandature.

Ainsi, pour garantir la bonne conduite des missions, il convient de renouveler, par reconduction expresse, les contrats des agents concernés en procédant à une adaptation du contenu des postes, en cohérence avec les démarches de développement des actions que nous mettons en œuvre.

I- Transformation du poste de chargé de mission SCOT en Chef de service Aménagement territorial

L'agent contractuel devra assurer les missions suivantes :

- Missions de chef de service
 - adjoint au directeur en matière d'aménagement et d'urbanisme opérationnel,
 - encadrement technique, financier et administratif du service,
 - assurer la traduction des objectifs politiques dans les opérations d'aménagement
 - valoriser dans les réseaux régionaux et nationaux les opérations d'aménagement communautaires et veiller aux appels à projets.
- Missions de chef de projet
 - assurer le pilotage technique et financier du SCOT en lien avec le Directeur,
 - piloter la définition, la création et la réalisation des ZAC communautaires,
 - assurer le rôle de chef de projet dans les opérations d'aménagement identifiés par la direction générale dans son portefeuille de projets.
- Missions d'expertise et de conseils
 - auprès des services communautaires et des élus en matière d'aménagement et d'urbanisme,
 - participation, dans le cadre du mode projet, aux dossiers portés par les autres directions.

Le contrat, d'une durée de trois ans, sera établi en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 qui autorise des agents non titulaires à occuper des emplois permanents de niveau de la catégorie A, lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient.

La rémunération de cet agent sera calculée sur la base du 5ème échelon du grade d'attaché principal (Indice brut 712).

II- Transformation du poste de chargé de mission à la Direction Générale des Services en Chef de service Stratégie et Prospective

L'agent contractuel devra assurer les missions suivantes :

- Missions spécifiques auprès de la Direction Générale
 - participer à l'élaboration du contenu et à l'organisation des réunions des Directeurs, séminaires de Directeurs et d'élus, rencontres avec les partenaires publics, etc...et en assurer les comptes rendus et suivis de dossiers,
 - mener une veille sur les évolutions contextuelles et événements pouvant intéresser l'intercommunalité dans l'exercice de ses compétences,
 - piloter des missions transversales confiées par le DGS et relatives aux politiques publiques de

l'agglomération.

- Missions de chef de service
- encadrer et manager les deux agents du service,
- conduire, coordonner et assurer la mise en œuvre et le suivi du projet d'agglomération 2014-2020
- Interface avec les élus dans le cadre de la préparation des Bureaux d'agglomération
- faire émerger, dans le cadre de la démarche Agenda 21, une politique et des outils d'évaluation (tableaux de bords, fiches projets, bilans actions...).

Le contrat, d'une durée de trois ans, sera établi en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 qui autorise des agents non titulaires à occuper des emplois permanents de niveau de la catégorie A, lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient.

La rémunération de cet agent sera calculée sur la base du 3ème échelon du grade d'attaché territorial (Indice brut 442).

En conséquence, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir autoriser la transformation de ces deux postes.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 18 décembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.